

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 19 avril 2021

Vendredi 23 avril, tous à l'air libre avec les travailleurs du spectacle, contre la réforme de l'assurance chômage, les licenciements, la précarisation du travail !

Le mouvement des travailleurs de la culture s'étend et s'organise, des dizaines de lieux occupés se coordonnent, dans une vingtaine de villes. Ils appellent tous les secteurs à se mobiliser et à manifester le vendredi 23 avril prochain : « Pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, contre les licenciements et les suppressions de postes, contre la précarité, pour notre système de santé... » Soutenus par la CGT du Spectacle et SUD Culture, ils ont été rejoints par les confédérations CGT et SUD, des organisations enseignantes, étudiantes et lycéennes. Des appels ont déjà eu lieu dans certaines villes comme Paris.

Les travailleurs de la culture en appellent à tous les autres !

« Une réouverture [des lieux culturels] sans droits sociaux, ça ne sert à rien » explique une occupante du théâtre de l'Odéon. Leur objectif premier est bien de combattre la réforme de l'assurance chômage, dont les intermittents font partie des premières victimes, et d'en appeler à d'autres : à ceux qui se battent contre les fermetures de sites, les licenciements et suppressions de postes, contre les surcharges induites, bref contre les vraies raisons du chômage. À tous ceux n'ayant que des contrats précaires, dans le privé comme dans le public. À Clermont-Ferrand, par exemple, les occupants du théâtre ont reçu des infirmières et aides-soignantes de la CGT-Santé ; à Paris des occupants de l'Odéon étaient à la coordination à l'initiative des TUI (la multinationale du voyage et du tourisme), en lutte contre les suppressions d'emplois.

Contre cette réforme assassine de l'assurance chômage

Car cette réforme de l'assurance chômage nous vise tous, chômeurs ou pas. À partir du 1^{er} juillet, le gouvernement veut baisser les allocations tout en les répartissant sur plus de mois. Selon un rapport de l'Unédic, 840 000 personnes connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation de 20 % en moyenne, et jusqu'à 40 % pour certains. Les conditions d'indemnisation sur une période de 24 mois passent de 4 mois de travail à 6 mois. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seront les premiers pénalisés.

Avec un tel gouvernement et les patrons qu'il représente, nous sommes tous des chômeurs ou des travailleurs précarisés en puissance.

Pas de souci pour les milliardaires

Le nombre des milliardaires en France passe de 39 à 42 et leur fortune a presque doublé cette année (malgré la crise !) pour monter à plus de 500 milliards d'euros. Entre-temps, le gouvernement multiplie les aides au très gros patronat à coups de « plan de relance », comme ils disent : « *Quoi qu'il en coûte* ». Le Maire remet encore 100 milliards sur la table. Tout cela pour « restructurer » dans les entreprises, rentabiliser, ce qui implique prendre sur les services publics, réduire les postes de soignants en pleine pandémie et en supprimer chez les enseignants...

En 2020, plus de 360 000 emplois salariés ont déjà été détruits, rien que dans le privé. Des centaines de milliers d'autres sont menacés, y compris dans le public. Et les groupes qui licencient sont ceux qui ont été les plus aidés : Sanofi, Air France, Renault, PSA et tant d'autres. Pendant que la charge de travail devient intenable, le nombre de chômeurs augmente.

Ce vendredi 23 avril, les intermittents ne seront pas seuls

Pourtant, des salariés des entreprises menacées se mobilisent, se montrent çà et là. Derrière ceux de Renault ou de PSA, on voit désormais des salariés des fonderies et d'autres sous-traitants de l'automobile. Alors que ceux de TUI tentent de se coordonner avec d'autres et se montrent aux côtés des centres techniques de Renault, les livreurs s'organisent contre les plateformes. Le 23 avril, plus il y aura de secteurs représentés partout où c'est possible, plus ce sera une étape vers un déconfinement du « Tous ensemble », qui fera reculer patronat et gouvernement.

**Manifestation à Paris, vendredi 23 avril,
14 heures, Place d'Italie**

1 milliard de raisons de se révolter

Qui l'eut cru ? Les actionnaires de Stellantis ont approuvée jeudi dernier, en assemblée générale, l'idée de se verser à eux-même 1 milliard d'euros de dividendes.

Cela représente quasiment la moitié des bénéfices réalisés par les groupes PSA et Fiat Chrysler en 2020 mais surtout plus du double de ce que nous recevrons à titre d'intéressement.

Les uns au turbin chez soi ou à l'usine avec le risque covid, les autres dans leur canapé à empêcher les profits de notre travail.

Mobilisation dans l'ingénierie Renault

La colère ne s'éteint pas dans l'ingénierie et le tertiaire de Renault. Jeudi 8 avril, ce sont plus de 300 salariés et soutiens qui se sont rassemblés devant le siège social de Renault à Boulogne. Parmi eux 80 salariés de MBF, les fonderies du Jura sous-traitants de PSA et Renault eux aussi menacés. Les 18 et 30 mars plusieurs centaines de salariés avaient déjà débrayé sur les sites de Lardy, d'Aubevoye et de Guyancourt pour protester contre l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais.

Le Borgne, patron de l'ingénierie Renault et ex de PSA, voudrait vendre les salariés comme du bétail, il a annoncé aux syndicats qu'il était là « pour réduire les coûts » et qu'il ne s'interdirait rien. Pour l'instant les patrons ne veulent rien céder, mais les salariés non plus. Le combat continue dans l'ingénierie et pourrait converger avec celui des sous-traitants, tandis que dans les usines, les menaces de suppressions de postes s'accumulent.

MBF : Mise en Branle des Fonderies ?

Depuis 6 mois, l'entreprise MBF aluminium de Saint-Claude dans le Haut-Jura est en redressement judiciaire. De quoi mettre en danger les 280 emplois que compte le site.

L'entreprise est sous-traitante à 75 % de PSA et 20 % de Renault. Les travailleurs sont donc bien conscients que leur avenir dépend de ces deux donneurs d'ordre... Ils cherchent alors à se coordonner avec leurs salariés : le 6 avril ils étaient 150 devant l'usine de Sochaux et le 8, 80 devant le siège Renault.

Leur situation n'est pas isolée : les fonderies de Bretagne sont également menacées de fermeture. En tout la filière fonderie avait estimé en janvier que ce serait près de 5 000 emplois qui risqueraient de disparaître en 10 ans en France, soit 40% du total.

La lutte de ceux de MBF pourraient alors bien devenir emblématique de tout le secteur et poser

des jalons pour lutter tous ensemble, ceux de PSA, de Renault et de tous leurs sous-traitants.

Afghanistan : dans le sillon de l'impérialisme, le chaos

Biden a annoncé le retrait des forces américaines d'Afghanistan d'ici le 11 septembre. Les États-Unis avaient envahi l'Afghanistan au prétexte de la lutte pour la liberté et contre l'obscurantisme, pour chasser les talibans et « apporter la démocratie ». En fin de compte, l'Afghanistan a été décimé et ruiné par plus de vingt ans de guerre menée par l'impérialisme américain et ses alliés, dont la France. Les talibans et les bandes armées liées au trafic de drogue progressent, la misère est rampante. La population civile a été la première victime du conflit.

Voilà le bilan de vingt ans d'intervention impérialiste.

Bruno Le Maire et la dette : deux poids, deux mesures

Pour, paraît-il, éviter les faillites en cascade des entreprises et, bien entendu, « sauver les emplois », le ministre de l'Économie est-il prêt à tout ? « *On ne va pas attendre que l'entreprise se prenne le mur, on va regarder sa situation, l'étudier tous ensemble et voir s'il faut étaler sa dette, voire annuler sa dette en partie* », autrement dit en faire cadeau aux patrons.

En revanche, pour tous ceux confrontés au chômage, au surendettement et à la plongée dans la précarité, aucune annulation des factures ou des prêts n'est prévue. Au contraire, il répète qu'il faudra payer la dette publique, en « *maîtrisant les dépenses publiques* », c'est-à-dire tailler dans le budget de la santé et l'éducation, et en repoussant l'âge de la retraite.

Pour nous suivre en télétravail :

www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences Révolutionnaires

NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

Lisez, partagez et abonnez-vous à la presse révolutionnaire !

Retrouvez, entre autres nos articles sur les vaccins, les restructurations dans l'automobile et le dossier sur les 150 ans de la commune de Paris dans le dernier numéro 137 de notre revue Convergences Révolutionnaires sur le site :

convergencesrevolutionnaires.org.

Et chaque semaine, un point de vue militant du NPA sur l'actualité : lanticapitaliste.org et sa version papier L'anticapitaliste.